

[View this email in your browser](#)

**Attention !** Vous accédez à une traduction automatique non révisée de l'anglais. Elle peut contenir des erreurs.



*69e Commission de la condition de la femme, avancées au Conseil des droits de l'homme, Forum de la jeunesse de l'ECOSOC des Nations Unies, financement du développement et route vers la Conférence de Séville, et plus encore*

## CDWD à la 69e Commission de la condition de la femme



La 69e Commission de la condition de la femme (CSW69) a offert une tribune essentielle pour amplifier la voix des femmes victimes de discriminations liées à l'emploi et à l'origine (CDWD) et plaider en faveur d'une action mondiale plus forte en faveur de la justice de genre. Voici quelques points saillants de nos échanges.

## Faire des femmes et des filles en situation de handicap un impératif politique : un événement parallèle en collaboration avec ONU Femmes

Le 19 mars, le siège des Nations Unies a accueilli un événement majeur intitulé « *Centrer les femmes et les filles dans le mouvement mondial des communautés victimes de discrimination en matière d'emploi et d'ascendance (CDWD) : un impératif politique* ». Ce rassemblement a réuni des organisations internationales, des leaders locaux, des représentants de la société civile et des décideurs politiques afin d' **élaborer une note d'orientation abordant les défis spécifiques et le potentiel transformateur des femmes CDWD** . Avec la participation de pays comme l'Ukraine, la Moldavie, l'Inde, le Népal, le Nigéria, le Bangladesh, l'Albanie, la Turquie et l'Espagne, les discussions ont souligné la nécessité d'approches intersectionnelles, d'une participation significative et d'une coopération mondiale.

- **Les représentants des missions permanentes** ont appelé à des actions concrètes, notamment en mettant l'accent sur la voix des femmes CDWD dans l'élaboration des politiques, en garantissant leur participation significative, en adoptant des approches intersectionnelles et en renforçant la coopération mondiale. Ils ont également suggéré la création d'un « Groupe d'amis » pour les travaux du CDWD afin d'offrir aux États membres intéressés un espace pour faire avancer leurs engagements politiques et leurs questions stratégiques.
- **Les représentants d'ONU Femmes, du HCDH et du Groupe de travail des Nations Unies sur la discrimination à l'égard des femmes** ont mis l'accent sur la nécessité de s'attaquer aux obstacles systémiques à l'autonomisation des femmes et ont discuté de stratégies visant à intégrer la voix des femmes roms dans les cadres politiques.
- **Les représentants de la société civile du CDWD** ont souligné comment les formes croisées de discrimination – telles que l'origine ethnique, le sexe et le statut socio-économique – aggravent les inégalités pour les femmes marginalisées et ont souligné l'urgence de politiques inclusives. Cette discussion a marqué une étape cruciale dans l'amplification des voix des femmes du CDWD et dans la garantie que leurs perspectives façonnent l'élaboration des politiques mondiales.



Regardez ici

### Depuis le parquet de l'ONU...



### **Maria Atanasova sur la participation, la responsabilité et les institutions sensibles au genre**

L'ancienne experte en droits de GFoD, Maria Atanasova, a fait entendre la voix des femmes roms CDWD à l'ONU lors du dialogue interactif officiel de la CSW69, soulignant les défis uniques rencontrés et recommandant des mesures pour y remédier :

- ✓ Reconnaissance des femmes CDWD dans les politiques de la CSW
- ✓ Politiques actives pour promouvoir la participation des femmes CDWD à tous les processus de l'ONU
- ✓ Mécanismes de responsabilisation pour que les gouvernements incluent les femmes CDWD dans les examens de l'égalité des sexes

[Regardez ici](#)



### **Simona Torotcoi sur le rôle de la CSW**

Simona Torotcoi est intervenue lors du Dialogue interactif de haut niveau sur « l'accélération du Programme d'action de Beijing : le rôle de la Commission de la condition de la femme », plaidant pour :

- ✓ Séances thématiques spéciales de la CSW sur la discrimination envers les femmes handicapées mentales
- ✓ Lignes directrices pour garantir que les femmes handicapées mentales soient incluses dans l'examen de genre

[Regardez ici](#)

## **Événement parallèle de l'ONG CSW : Autonomisation des femmes, fin de la discrimination fondée sur l'emploi et l'ascendance**



Notre événement parallèle CSW69, « Autonomiser les femmes, mettre fin à la discrimination fondée sur le travail et l'ascendance », a réuni avec succès des dirigeants mondiaux, des défenseurs locaux et des décideurs politiques pour discuter des principaux défis et solutions pour les femmes confrontées à la discrimination fondée sur le travail et l'ascendance.

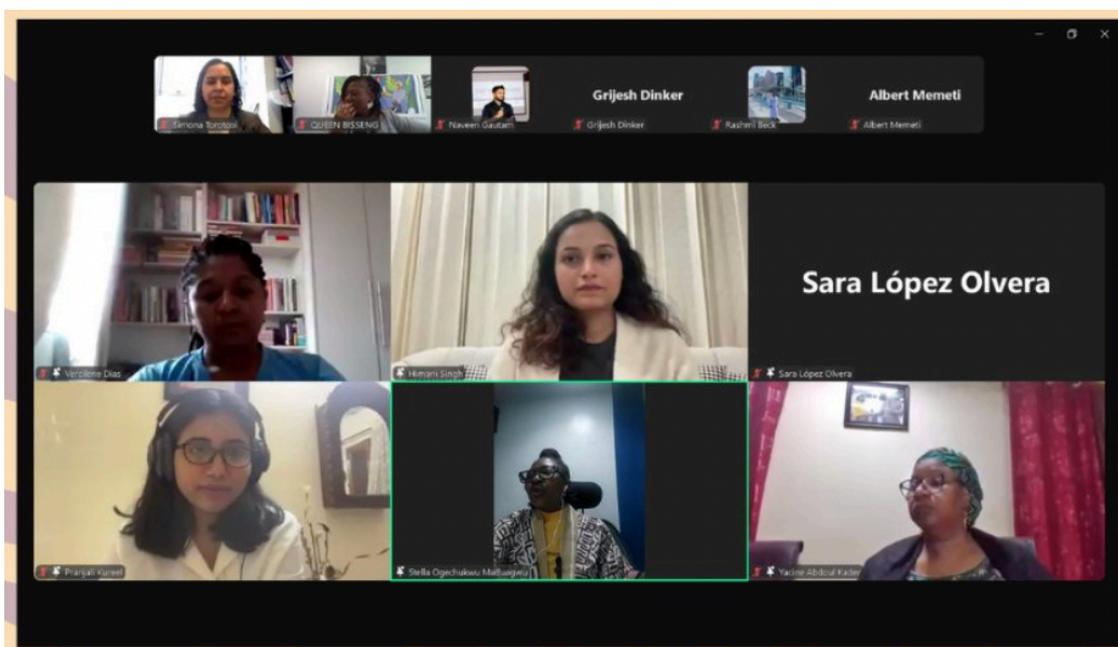
L'événement a débuté par un discours liminaire de S.E. Mme Sue La Janina, Ambassadrice et Représentante permanente de l'Albanie auprès des Nations Unies, qui a souligné l'urgence de lutter contre la discrimination systémique à l'égard des femmes marginalisées et a apporté son soutien aux efforts du Forum mondial des

femmes roms et roms. Son discours a été suivi de témoignages poignants de femmes leaders des femmes roms et roms d'Asie, d'Afrique et d'Europe, permettant ainsi aux perspectives locales d'orienter les débats.

## Autonomiser les femmes victimes de discrimination en matière d'emploi et d'origine : un événement virtuel parallèle de la CSW organisé par les ONG

L'événement virtuel parallèle à la CSW69 sur le thème « *Autonomiser les femmes de base discriminées en matière d'emploi et d'origine : faire progresser la Déclaration et le Programme d'action de Beijing* » a rassemblé des voix d'Europe, d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique, offrant des perspectives essentielles et un appel fort à l'action pour l'égalité des sexes et l'inclusion sociale.

Français Les intervenants ont souligné la discrimination systémique à laquelle sont confrontées les communautés marginalisées dans différentes régions. Sara Lopez Olvera a critiqué la stratégie espagnole d'inclusion des Roms pour son manque de données, d'objectifs clairs et de responsabilité. Ogechukwu Stella Maduagwu (IFETACSIOS) a dénoncé le système de castes Osu au Nigéria et a appelé à une action urgente. Verci Kalunga (CONAQ Quilombos) a souligné les difficultés des femmes quilombolas au Brésil, en appelant à des politiques ciblées. Pranjali (GFoD) a insisté sur la nécessité de cadres mondiaux pour reconnaître les femmes issues de communautés discriminées en matière d'emploi et d'ascendance (CDWD). Yacine Abdoul Kader (TIMIDRIA) a averti que la discrimination systémique continue de limiter les droits des femmes défavorisées au Niger malgré les progrès législatifs.



[Regardez ici](#)

---

## Engagements auprès des missions permanentes



Lors de la CSW69, nous avons renforcé nos alliances mondiales pour faire progresser les droits des femmes issues de la sphère féminine, notamment féminine, grâce à des engagements diplomatiques clés. Nous avons tenu des réunions fructueuses avec des représentants de la Mission autrichienne et du ministère autrichien des Affaires étrangères à Vienne afin de renforcer le soutien international aux droits des femmes issues de la sphère féminine. Lors de l'événement parallèle du 19 mars, S.E. l'ambassadrice du Malawi, Mme Agnes Chimbiri-Molande, a réaffirmé l'engagement de son pays en faveur de la justice de genre et a apporté son soutien au Groupe des amis. Nous avons également eu des discussions fructueuses avec la représentante permanente et ministre du Népal, appelant à une plus grande inclusion des femmes issues de la sphère féminine dans les politiques mondiales de genre et les examens de l'égalité. Par ailleurs, S.E. Suela Janina, de la Mission permanente d'Albanie, est intervenue lors de notre événement parallèle au Forum des ONG de la CSW et a exprimé sa solidarité avec les femmes issues de la sphère féminine, notamment les communautés roms d'Europe.

---

## Promouvoir la justice et l'égalité pour les femmes en situation de handicap : points saillants des efforts de plaidoyer mondiaux



Nos déléguées à la 69e CSW ont également fait entendre leur voix et leur présence lors des différents événements organisés dans le cadre du forum. Par exemple, lors du Dialogue de haut niveau de l'Union africaine, organisé dans le cadre de l'examen de Beijing+30, Queen Bisseng, du GFoD, a lancé un puissant appel à l'action en soulignant que les femmes CDWD doivent être les premières bénéficiaires des réparations et de la justice de genre pour une véritable égalité et un développement durable. Promouvoir les droits fonciers et la justice de genre. Les discussions lors de l'événement parallèle en Tanzanie, animé par Beena Pallical, ont porté sur l'insécurité foncière des femmes rurales, considérée comme un problème crucial. Lors de l'événement parallèle au Cameroun, Queen Bisseng a appelé à l'inclusion des communautés Bororo et Baka Bageli dans les programmes de lutte contre la violence. La justice financière a également été un thème clé, Priyanka Samy modérant une session du Partenariat budgétaire international, mettant l'accent sur les politiques économiques qui autonomisent les femmes marginalisées. Ce n'est qu'un aperçu, car nos collègues CDWD aux Nations Unies ont fait entendre leur voix pour garantir #CDWDatCSW.

## Souligner la discrimination fondée sur l'emploi et l'ascendance au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies



Début mars, à un moment historique pour le plaidoyer mondial, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Türk, a officiellement reconnu la discrimination fondée sur le travail et l'ascendance (DWD) dans son discours à la 58e session du Conseil des droits de l'homme, le 3 mars à Genève.

« D'autres communautés sont confrontées à une discrimination profondément ancrée, fondée sur la caste, liée au travail et à l'origine », note-t-il. Cette mention témoigne des efforts constants du GFoD, qui a collaboré avec le Haut-Commissaire lors du Forum des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme de 2024 à Genève, s'assurant ainsi sa solidarité sur cette question. Alors que nous militons pour une action mondiale plus forte, cette reconnaissance marque une étape importante pour garantir que les communautés CDWD ne soient plus ignorées.



En mars, deux de nos jeunes expertes en droits des femmes CDWD ont eu l'occasion d'intervenir, par vidéo, lors de la 58e session ordinaire du Conseil des droits de l'homme :



[Regardez ici](#)

Lors de la 48e réunion de la 58e session ordinaire du Conseil des droits de l'homme, Alima Taal a mis en lumière la réalité persistante de la discrimination fondée sur la caste en Gambie. Elle a souligné les difficultés des enfants handicapés mentaux dans le pays, confrontés à des obstacles à leurs droits fondamentaux, à des opportunités limitées et à la contrainte de travailler dans des emplois subalternes. Elle a fait référence à la récente résolution de la CADHP, qui appelle à une étude continentale sur cette forme de discrimination, réaffirmant les droits et le vécu des communautés concernées. Cependant, elle a souligné que les efforts régionaux ne suffisent pas à eux seuls, affirmant : « Nous avons besoin d'instruments mondiaux pour lutter contre cette forme unique de discrimination... Renforcer les cadres nationaux et impulser un changement inclusif. »

Lors de la 50e session de la 58e session ordinaire du Conseil des droits de l'homme, Kunjani Pariyar Pyasi attire l'attention sur la discrimination systémique à laquelle sont confrontées les communautés dalits au Népal. Elle évoque le cas récent de Siraha, au Népal, où la maison d'une famille dalit a été démolie par les autorités locales et déplacée de force pour permettre la tenue d'un événement religieux organisé par un groupe de castes supérieures. Soulignant l'urgence de la justice, elle appelle à des mesures décisives aux niveaux local et national pour protéger les communautés dalits de telles violations.



[Regardez ici](#)

## Principales soumissions aux rapporteurs spéciaux des Nations Unies

### Rapport au Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et les substances toxiques : Accès à la justice pour les communautés victimes de discrimination en matière d'emploi et d'origine (CDWD)

Cette contribution met en lumière l'exclusion systémique des personnes handicapées (Dalits, Roms, Quilombolas et Haratins) de la justice dans les affaires d'exposition aux substances toxiques. Exerçant des activités dangereuses, elles sont exposées à de graves risques pour leur santé et bénéficient d'une protection juridique limitée. Malgré les cadres juridiques, la discrimination, les coûts élevés des litiges et la faiblesse de l'application de la loi entravent l'accès à la justice. Des cas en Inde, au Kosovo et au Bangladesh révèlent des défaillances persistantes. GFoD appelle à des réformes juridiques, à une application plus stricte de la loi et à la reconnaissance des personnes handicapées comme victimes

[Lire ici](#)

majeures des injustices environnementales afin de garantir un accès équitable à la justice et à la protection des droits humains.

---

### **Contribution sur le néonazisme - Soumission au Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme**

Nous avons soumis ce rapport afin de mettre en lumière le racisme, la xénophobie et la violence persistants auxquels sont confrontées les communautés roms à travers l'Europe, souvent exacerbés par la glorification du nazisme et du néonazisme. Les récents incidents survenus en Hongrie, en Roumanie, en Allemagne et en République tchèque témoignent de la montée alarmante de la rhétorique d'extrême droite et de la violence néonazie à l'encontre des Roms. Nous exhortons le Rapporteur spécial à donner la priorité à la protection des communautés roms, notamment par le renforcement des cadres juridiques, l'intervention de l'État contre les discours de haine et la collecte systématique de données sur les crimes haineux.

[Lire ici](#)

---

### **Contribution à la SR sur les pires formes de travail des enfants - Contribution à la SR sur les formes contemporaines d'esclavage**

GFoD a soumis des recommandations au Rapporteur spécial des Nations Unies sur les formes contemporaines d'esclavage, soulignant l'impact disproportionné des pires formes de travail des enfants sur les communautés victimes de discrimination en matière de travail et d'ascendance (CDWD). Du travail dangereux à la servitude pour dettes, la discrimination systémique pousse les enfants vers des conditions d'exploitation, avec un accès limité à la protection et à la justice. Notre contribution appelle à une application plus stricte de la loi, à une éducation inclusive et à des protections sociales ciblées pour briser ce cycle. Pour en savoir plus et soutenir les efforts visant à mettre fin au travail des enfants !

[Lire ici](#)

---

### **Contribution au rapport du Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme**

La contribution de GFoD met en lumière l'intersectionnalité des notions de caste, de travail et d'ascendance (CDWD) avec la race, l'indigénité et le statut de minorité. Des communautés comme les Quilombolas au Brésil et les Roms en Europe sont confrontées à des discriminations fondées à la fois sur la race et l'ascendance. Les communautés CDWD sont historiquement contraintes à des travaux dégradants, ce qui renforce l'exclusion. Les femmes et les filles sont confrontées à une forte marginalisation, à des violences sexistes et à des obstacles à la justice. La contribution appelle à l'urgence de politiques plus fortes pour lutter contre les discriminations aggravées et garantir une protection complète à tous les groupes concernés.

[Lire ici](#)

---

### **Soumission au Rapporteur spécial sur l'extrême pauvreté : une feuille de route pour éradiquer la pauvreté au-delà de la croissance**

La soumission du GFoD souligne que la discrimination fondée sur l'emploi et l'ascendance constitue un obstacle majeur à l'égalité, à la justice et au développement durable. La discrimination fondée sur l'emploi perpétue la pauvreté, fausse les marchés du travail et entrave l'efficacité économique. Les inégalités qui en découlent non seulement violent les droits humains, mais alimentent également les conflits armés et compromettent les progrès en matière de développement. La soumission appelle à une transition vers une économie fondée sur les droits humains, en appelant à un investissement accru dans les droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que dans le droit au développement. S'attaquer à la discrimination structurelle est essentiel pour éradiquer la pauvreté et assurer une croissance durable.

[Lire ici](#)

---

## **Le financement du développement et la route vers la Conférence de Séville**



La [quatrième Conférence internationale sur le financement du développement \(FfD\)](#) doit se tenir en Espagne du 30 juin au 3 juillet 2025. La conférence devrait produire un résultat négocié et convenu au niveau intergouvernemental, ainsi que des résumés des réunions plénières et d'autres discussions, qui seront inclus dans le rapport de la conférence.

Cette conférence est l'occasion pour les dirigeants mondiaux d'aborder les enjeux urgents du financement du développement durable. Elle est importante pour le CDWD, car elle abordera des sujets liés à la réforme de l'architecture financière internationale et à la mobilisation des ressources pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD).

Les principales priorités de plaidoyer de GFoD consistent à exhorter tous les États membres à établir des socles de protection sociale adéquats, en mettant l'accent sur les communautés marginalisées et vulnérables. Une autre priorité essentielle est l'inclusion des communautés discriminées en raison de leur emploi et de leur origine en tant que groupe vulnérable ciblé dans le document final. Dans le contexte de la justice climatique, GFoD souligne la nécessité de prendre en compte les besoins locaux des groupes vulnérables et leur participation aux décisions qui les concernent, notamment en s'attaquant aux formes systémiques d'oppression, telles que la discrimination fondée sur l'emploi et l'origine, qui constituent des obstacles et entravent l'accès des communautés aux financements, tels que le financement climatique et le Fonds pour les pertes et dommages.

Le GFoD, par son adhésion au Comité des ONG sur le financement du développement (un comité de la Conférence des organisations non gouvernementales), continue d'être actif dans les processus préparatoires menant à la conférence.

**Lien vers la contribution du GFoD à l'avant-projet de la Conférence sur le financement du développement 2025, fournie en avril 2025 dans le cadre de la 3e réunion du Comité préparatoire à New York :**

[Découvrez ici](#)

## Ce mois-ci dans notre série de podcasts ! 🎧



[Écoutez ici](#)

Ce mois-ci, nous avons lancé un nouvel épisode de notre série de podcasts, avec la participation de l'incroyable Mme Queen Bisseng, Camerounaise et spécialiste du programme des Nations Unies pour l'Afrique à GFoD ! Chercheuse et militante dévouée, Queen a travaillé sans relâche pour la reconnaissance des défenseurs des droits humains qui soutiennent les communautés victimes de discriminations liées à l'emploi et à l'origine.

Des mécanismes régionaux aux forums des Nations Unies comme le Conseil des droits de l'homme, la voix puissante de Queen a joué un rôle déterminant dans la promotion de la justice et de la visibilité pour ces communautés. Dans cet épisode, elle s'est entretenue en profondeur avec Naveen Gautam de GFoD, partageant ses réflexions et son expérience.

## Nouvelles des partenaires

### Assurer la voix des Dalits dans les engagements de l'Inde en matière d'ODD

Campagne nationale pour les droits humains des Dalits (NCDHR). En collaboration avec NITI Aayog et le PNUD, la NCDHR a organisé avec succès une consultation clé sur les ODD 3, 5, 8 et 17 dans le cadre du processus d'Examen national volontaire (ENV) de l'Inde. Cet important rassemblement a réuni des organisations et des militants Dalits de tout le pays, qui ont partagé des points de vue essentiels et exigé des actions concrètes en faveur de la justice sociale et de l'égalité.



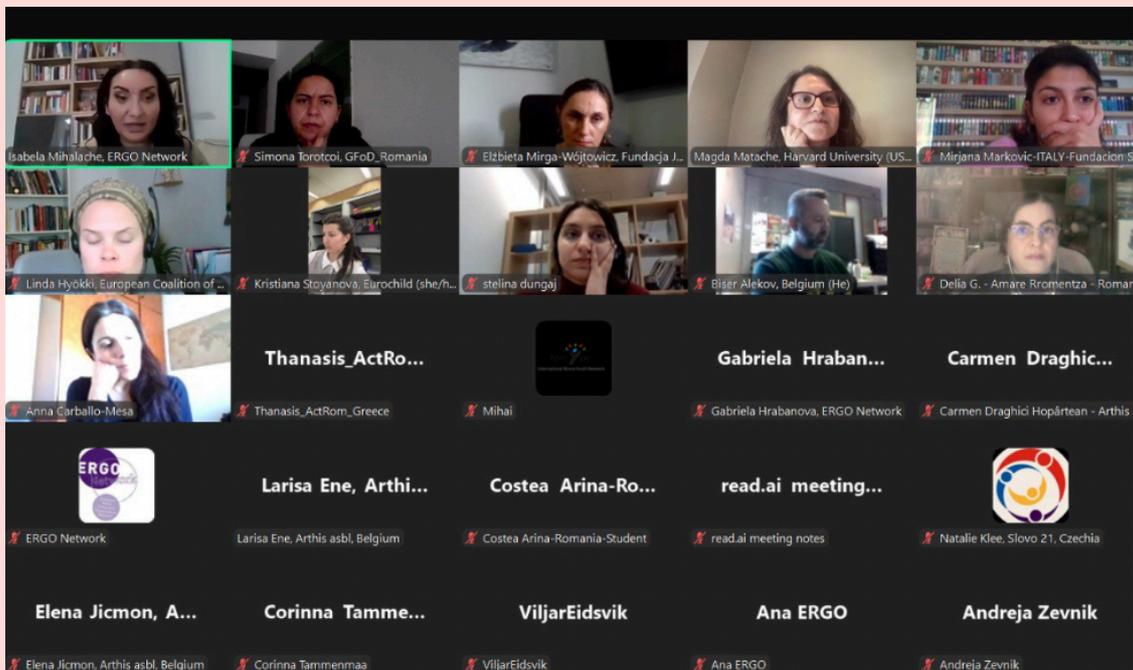
Nous sommes fiers que nos membres et partenaires aient participé à cette conversation cruciale, contribuant aux discussions qui visent à mettre en avant les voix marginalisées et à garantir que les perspectives des Dalits soient reflétées dans les engagements de l'Inde en matière d'ODD.

---

### Justice transitionnelle et lutte contre l'antitsiganisme

Le 1er avril, un débat en ligne modéré par Isabela Mihalache du réseau ERGO a réuni des experts pour discuter de la manière dont la justice transitionnelle peut lutter contre l'antitsiganisme et les injustices historiques auxquelles sont confrontées les communautés roms. Les intervenants Dr. Magda Matache, Dr. Delia Grigore, Dr. Elżbieta Mirga-Wójtowicz et Dr. Biser Alekov ont exploré les efforts déployés aux niveaux national et européen pour reconnaître les torts passés, garantir la responsabilité et promouvoir la réconciliation.

La discussion a porté sur les défis liés à la mise en œuvre des politiques et a mis en lumière les meilleures pratiques, notamment la recherche de la vérité, les réparations et les réformes institutionnelles. Les participants ont échangé avec les intervenants sur le potentiel de la justice transitionnelle pour lutter contre l'antitsiganisme et instaurer un changement durable pour les communautés roms.



Copyright (C) 2025 Global Forum of Communities Discriminated on Work and Descent. All rights reserved.

Our mailing address is:

Want to change how you receive these emails?  
You can [update your preferences](#) or [unsubscribe](#)

